



Fonds pour l'environnement mondial

GEF/C.27/8  
30 septembre 2005

---

Conseil du FEM  
8-10 novembre 2005

Point 12 a) de l'ordre du jour

## COÛT ADMINISTRATIF DU PROGRAMME D'AIDE AUX MEMBRES DU CONSEIL

**Décision recommandée au Conseil**

Ayant examiné le document GEF/C27/8 intitulé *Coût administratif du programme d'aide aux membres du Conseil*, le Conseil approuve le programme d'aide et décide d'ajouter 64 000 dollars au budget du Secrétariat pour l'exercice 06 afin de couvrir le coût annuel de ce programme.

## INTRODUCTION

1. En juin 2005, le Conseil a approuvé les propositions visant à reconduire pour quatre ans le programme d'aide aux points focaux nationaux et aux membres du Conseil (GEF/C.25/9, *Propositions de renforcement de l'aide aux points focaux et d'amélioration de la coordination au sein des groupes de pays*). Au moment d'approuver le programme, le Conseil a demandé au Secrétariat et aux Agents d'exécution de travailler en coopération pour préparer et soumettre à son approbation, à sa réunion de novembre 2005, un projet visant à rendre le programme opérationnel et à le financer.
2. Le Conseil a en outre demandé de distinguer clairement entre les coûts administratifs et les coûts de renforcement des capacités afin de d'imputer les premiers au budget de fonctionnement.
3. Le présent document présente les éléments qui justifient la distinction faite entre l'aide aux membres du Conseil, un coût administratif imputé au budget de fonctionnement, et l'aide aux points focaux, un coût opérationnel à financer par le biais d'un projet d'aide au renforcement des capacités (voir le document GEF/C.27/6, intitulé *Programme de travail*). Le Conseil est ici invité à approuver le coût administratif, qui sera imputé au budget de fonctionnement du FEM, et à l'annualiser.

## CONTEXTE GENERAL

4. En mai 1999, le Conseil du FEM a pour la première fois approuvé une aide aux points focaux et aux membres du Conseil. À ce moment-là, tous les coûts d'administration du programme étaient inclus au budget de fonctionnement du FEM au titre d'une initiative spéciale. Le programme visait à financer des services assurés par l'intermédiaire du bureau national d'un Agent d'exécution déterminé pour aider les points focaux nationaux et les membres du Conseil des pays bénéficiaires à s'acquitter de leurs fonctions plus efficacement, et à faire connaître les objectifs du FEM et les moyens proposés pour les atteindre.
5. Un montant de 2 000 dollars était prévu pour la coordination au sein des groupes de pays. Il servait à couvrir les coûts de communication entre les membres du Conseil et les membres du groupe de pays qu'il représente, et les coûts induits par l'organisation et l'accueil une fois par an d'une réunion de ce groupe.
6. L'évaluation du programme faite en mai 2004 (GEF/C.23/Inf.12, *Evaluation Report of the GEF Council Member and Focal Point Support Program*) a recommandé de continuer le programme avec quelques aménagements. Suite à cette demande et à d'autres recommandations, le Secrétariat du FEM a proposé un programme réagencé d'aide aux points focaux et aux membres du Conseil, présenté dans le document GEF/C.25/9 intitulé *Propositions de renforcement de l'aide aux points focaux et d'amélioration de la coordination au sein des groupes de pays*.

## Programme d'aide aux membres du Conseil – Coordination au sein des groupes de pays

7. Le programme présenté dans le document GEF/C.25/9, *Propositions de renforcement de l'aide aux points focaux et d'amélioration de la coordination au sein des groupes de pays*, proposait d'affecter 4 000 dollars par an aux membres du Conseil pour la « coordination au sein des groupes de pays ».

8. Les activités couvertes par ce montant facilitent la communication entre les pays d'un même groupe ainsi que l'organisation et l'accueil de deux réunions annuelles de ce groupe. Les fonds couvrent les télécommunications (frais de téléphone, télécopie, etc.) avec les membres du groupe, et les coûts directs associés aux réunions (reprographie, traduction, salles de réunion, personnel de soutien, matériel, etc.).

9. Ces activités font partie intégrante de la structure d'administration du FEM et tiennent à la nécessité pour les membres du Conseil d'assurer la coordination au sein des groupes de pays qu'ils représentent aux réunions du Conseil. Ils doivent donc se mettre en rapport avec eux avant et après ces réunions pour obtenir leurs avis sur les questions qui y seront examinées et les informer des décisions prises. On peut donc dire que cette activité est d'ordre administratif. Les coûts liés au programme d'aide aux membres du Conseil sont présentés ci-dessous :

#### **Coût prévu du programme d'aide aux membres du Conseil<sup>1</sup>**

<b>Activité</b>	<b>Total 4 ans</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Organisation des réunions des groupes de pays et communication avec les membres de ces groupes (USD 4 000 par an pour 16 groupes de pays bénéficiaires)	256 000	64 000	64 000	64 000	64 000
<b>Total</b>	<b>256 000</b>	<b>64 000</b>	<b>64 000</b>	<b>64 000</b>	<b>64 000</b>

#### **Programme d'aide aux points focaux – Activités de renforcement des capacités nationales**

10. Le programme d'aide aux points focaux et aux membres du Conseil présenté dans le document GEF/C.25/9, *Propositions de renforcement de l'aide aux points focaux et d'amélioration de la coordination au sein des groupes de pays*, proposait d'affecter un financement aux **points focaux** afin d'aider les pays à a) mieux faire connaître les priorités stratégiques, les politiques et les programmes du FEM ; b) bâtir une mémoire institutionnelle des politiques et programmes du FEM au sein du ministère compétent ; c) renforcer la coordination entre les administrations nationales afin de favoriser une plus large adhésion des pays aux projets et une approche nationale homogène des enjeux environnementaux de portée mondiale et des interventions du FEM ; d) constituer une base de données permettant de suivre l'évolution des portefeuilles de projets du FEM dans le pays ; e) encourager la prise en compte systématique des problèmes environnementaux à caractère mondial dans les stratégies nationales de

<sup>1</sup> Voir en annexe la liste des groupes de pays pouvant prétendre à cette aide.

développement durable ; et f) renforcer la participation des différents acteurs concernés aux programmes de protection de l'environnement mondial.

11. Tout l'appui donné aux points focaux dans le cadre du programme susmentionné vise à renforcer les capacités nationales susceptibles d'avoir des effets positifs durables pour les pays et contribuer à la viabilité des activités du FEM. Les activités financées dans le cadre de ce programme seront de nature à favoriser le renforcement de la capacité des points focaux nationaux et des autres acteurs à préparer, exécuter, coordonner et suivre les activités du FEM.

12. Bien que le programme proposé de renforcement des capacités des points focaux puisse avoir des coûts d'ordre administratif, les activités de cet ordre ne peuvent pas être considérées isolément. Elles sont indispensables pour atteindre l'objectif de renforcement des capacités des points focaux nationaux et doivent être incluses au dispositif plus large existant dans ce secteur. Elles sont aussi indispensables à la bonne exécution du programme concernant les points focaux et à la création d'un contexte national favorisant l'obtention de résultats durables.

### **Séparation des coûts**

13. Les coûts de renforcement des capacités ont été dissociés des coûts administratifs dans le document GEF/C.25/9, *Propositions de renforcement de l'aide aux points focaux et d'amélioration de la coordination au sein des groupes de pays*. Un projet concernant les points focaux nationaux (« Programme d'aide aux points focaux nationaux du FEM ») est inclus dans le programme de travail soumis à l'examen et à l'approbation du Conseil (GEF/C.27/6).

### **Conclusion**

14. Les coûts associés au renforcement durable des capacités dans les pays bénéficiaires doivent être pris en charge par les ressources allouées aux projets. Les coûts liés à la coordination au sein des groupes de pays par les membres du Conseil sont d'ordre administratif et doivent être imputés au budget de fonctionnement du Secrétariat du FEM.

15. Ces coûts administratifs ont été dissociés du programme proposé pour rendre opérationnel les *Propositions de renforcement de l'aide aux points focaux et d'amélioration de la coordination au sein des groupes de pays* ; il est demandé de les imputer au budget de fonctionnement.

16. Toute hausse du budget de fonctionnement découlant de l'intégration de ces coûts administratifs auparavant financés par une initiative spéciale inscrite au budget du Secrétariat doit donc être annualisée.

## Listes des groupes de pays admissibles

Groupe de pays	Nombre de pays bénéficiaires
1 Afghanistan, Jordanie, Liban, <b>Pakistan</b> , Syrie, Yémen	6
2 Albanie, <b>Bulgarie</b> , Croatie, Géorgie, ex-Rép. yougoslave de Macédoine, Moldova, Pologne, Roumanie, Ukraine	9
3 Algérie, Égypte, <b>Maroc</b> , Tunisie	4
4 Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, <b>Guyana</b> , Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinidad-et-Tobago	16
5 Argentine, <b>Bolivie</b> , Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	6
6 Arménie, Bélarus, <b>Fédération de Russie</b>	3
7 Bangladesh, Bhoutan, <b>Inde</b> , Maldives, Népal, Sri Lanka	6
8 <b>Bénin</b> , Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Nigeria, Sierra Leone, Togo	7
9 Afrique du Sud, Botswana, <b>Lesotho</b> , Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe	9
10 Brésil, Colombie, <b>Équateur</b>	3
11 Burkina Faso, <b>Cap-Vert</b> , Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad	9
12 Burundi, <b>Cameroun</b> , Congo, République centrafricaine, RD Congo	5
13 Cambodge, Lao (RDP), Malaisie, <b>Mongolie</b> , Myanmar, RPD de Corée, Thaïlande, Viet Nam	8
14 Comores, <b>Djibouti</b> , Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Soudan, Tanzanie	12
15 Îles Cook, Fiji, <b>Indonésie</b> , Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	15
16 Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, <b>Mexique</b> , Nicaragua, Panama, Venezuela	8